

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Cône Sud

Argentine, Chili, Paraguay, Uruguay

Une publication du SER de Buenos Aires en collaboration avec le Service économique de Santiago
Du 26 septembre au 10 octobre 2025

Zoom – Argentine : retour sur les missions d'entreprises du MEDEF International à Buenos Aires et Montevideo (6-8 octobre 2025)

Le MEDEF International, avec l'appui du Service économique régional de Buenos Aires et de l'Ambassade de France en Uruguay, a conduit une délégation d'une quinzaine d'entreprises à Buenos Aires et à Montevideo, du 6 au 8 octobre. Première mission depuis 2016 en Argentine, elle atteste du regain d'intérêt des entreprises vis-à-vis des perspectives de stabilisation économique engagées dans le pays. En Uruguay, cette visite – la première conduite par le MEDEF International – a permis de souligner les points forts du pays qui constitue un point d'entrée stratégique dans le Cône sud. Menée par Mme Christel Bories, Présidente du groupe Eramet et Présidente du Conseil France-Argentine du MEDEF International, la délégation a rencontré de hautes autorités politiques nationales et locales des deux pays.

A Buenos Aires, elle a ainsi été reçue le 6 septembre par le Chef de Cabinet des Ministres – équivalent du Premier ministre – Guillermo Francos afin d'échanger sur les priorités de la seconde partie du mandat du gouvernement de Javier Milei. Les entreprises ont pu également rencontrer des représentants de provinces argentines, en particulier de Catamarca, Salta, San Juan et de la ville autonome de Buenos Aires. L'Agence Argentine pour l'Investissement et le Commerce International (AAICI) leur a présenté les perspectives d'investissement dans le pays. Une réunion bilatérale s'est ensuite tenue au siège de l'Union industrielle argentine (UIA), où son président Martin Rappallini et Christel Bories ont signé un protocole d'accord visant à approfondir la coopération entre les deux organisations, à promouvoir les investissements et à faciliter les projets communs entre les deux pays. Le 7 septembre, la délégation a participé au XXIIIe Forum économique de la Chambre de commerce et d'industrie France Argentine (CCIFA), où se sont rendue près de 250 personnes, témoignant du dynamisme de la présence française dans le pays. Le stock d'investissements français (IDE) en Argentine a en effet augmenté de 73 % en 2024, hissant la France au sixième rang des investisseurs dans le pays. Plusieurs autorités nationales sont intervenues à ce XXIIIe Forum, en particulier le Chef de Cabinet des ministres, Guillermo Francos, le Vice-président de la Banque centrale d'Argentine, Vladimir Werning, le Secrétaire d'Etat aux mines, Luis Lucero et le ministre des infrastructures de la ville autonome de Buenos Aires, Pablo Bereciartua.

Le 8 octobre à Montevideo, la délégation a tout d'abord été reçue par le Ministre de l'économie et des finances, Gabriel Oddone, qui a présenté les priorités stratégiques du nouveau gouvernement, ainsi que les réformes fiscales proposées dans le cadre du projet de budget quinquennal. Les entreprises ont également pu échanger avec des représentants du ministère des transports et du ministère de l'industrie, de l'énergie et des mines. Au niveau local, la délégation a été reçue par le maire de Montevideo, Mario Bergara, pour échanger sur les projets d'investissements de la ville. Enfin, l'agence de promotion des investissements Uruguay XXI a présenté les points forts du pays (stabilité économique, faible niveau de corruption, haut niveau de développement humain, etc.) qui le positionnent comme une destination stratégique pour les investissements étrangers. En 2024, le stock d'IDE français en Uruguay s'élevait à 263 M USD (données Banque centrale d'Uruguay) et la présence demeure importante, avec une centaine d'entreprises françaises (105) recensées, employant plus de 8.000 personnes.

LE CHIFFRE A RETENIR

31,6%

Le taux de pauvreté
au S1 2025, en recul
de 6,5pts par rapport
au S2 2024



A Buenos Aires, rencontre avec l'UIA (à gauche) et tenue du XXIIIe Forum économique de la CCIFA (à droite)



En Uruguay, la délégation MEDEF I avec le Maire de Montevideo

Principaux indicateurs macroéconomiques

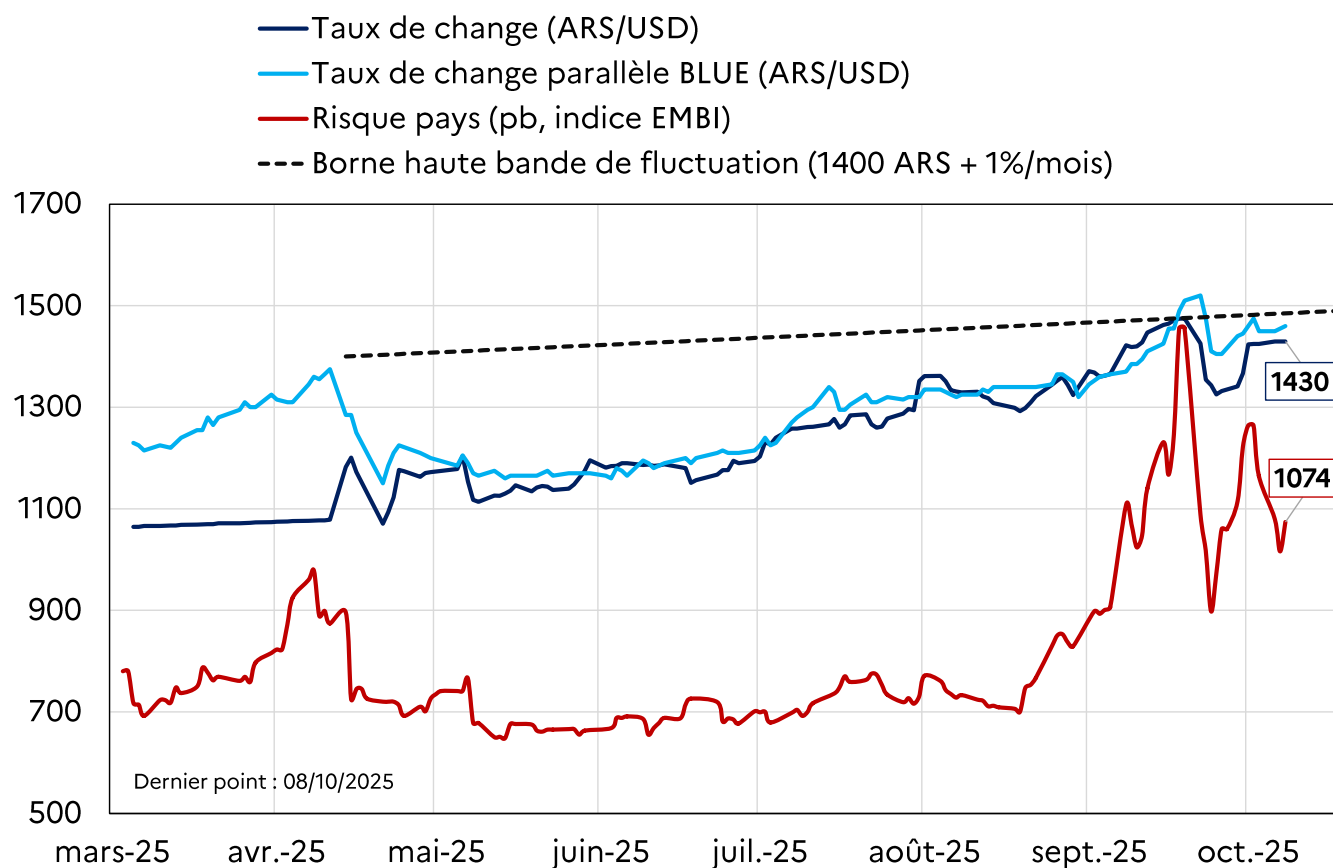
		Argentine	Chili	Paraguay	Uruguay
Derniers chiffres annuels					
Croissance du PIB réel	2024	-1,3%	2,6%	4,2%	3,1%
Inflation (g.a, fin de période)	2024	117,8%	4,5%	3,8%	5,5%
Solde budgétaire (% du PIB)	2024	0,3%	-2,8%	-2,6%	-3,2%
Dette publique (% du PIB)	2024	84,7%	41,7%	44,8%	68,7%
Solde courant (% du PIB)	2024	0,9%	-1,5%	-3,7%	-1,0%
Dette extérieure (% du PIB)	2024	49,0%	74,4%	39,4%	57,2%
Prévisions et anticipations					
Inflation (g.a, fin de période) - Agents économiques	2025	29,8%	3,9%	4,0%	3,9%
Croissance du PIB réel - FMI	2025	5,5%	2,3%	3,8%	2,5%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2025	3,9%	2,4%	4,2%	2,4%
Croissance du PIB réel - FMI	2026	4,5%	2,0%	3,5%	2,4%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2026	3,0%	2,2%	4,0%	2,0%
Pour mémoire					
PIB nominal (Mds USD)	2024	632	330	44	81
Population (millions)	2024	47,1	20,0	6,9	3,5

Sources : FMI, Instituts statistiques nationaux, Banques centrales nationales, SER Buenos Aires

Dernière mise à jour : 09/10/2025

Graphique de la semaine

Argentine : la réaction des marchés suite aux précisions du plan de soutien américain devra être suivie de près en début de semaine prochaine, le taux de change restant proche de la borne haute de la bande de fluctuation et le risque pays supérieur à 1000pb



Sources : BCRA, Ambito, SER de Buenos Aires

ARGENTINE

Divulgarion des détails du soutien financier massif des Etats-Unis

Le Secrétaire au Trésor américain Scott Bessent a révélé sur X le 9 octobre que les Etats-Unis étaient intervenus (le même jour) sur le marché des changes (en vue de soutenir le Peso), et a confirmé la mise en place d'une ligne de swap de 20 Md USD. Pour rappel, l'annonce d'un plan de soutien massif des Etats-Unis avait dans un premier temps eu lieu le 24 septembre, dans un contexte de pressions croissantes sur le Peso, avec en particulier l'atteinte de la borne haute de la bande de fluctuation du taux de change mi-septembre (qui s'établissait à date à environ 1475 ARS/USD). L'annonce de ce plan de soutien avait constitué une réelle bouffée d'oxygène sur les marchés, avec une appréciation du Peso de 10% face à l'USD et une baisse du risque pays de 500 pts. Toutefois, l'apaisement des tensions n'avait été que temporaire, puisque le Peso s'était par la suite de nouveau rapproché de la borne haute de la bande de fluctuation, et que le risque pays demeurait supérieur à 1000pb.

La réaction des marchés devra être scrutée de près en début de semaine prochaine (vendredi étant férié argentin – même si les marchés actions ont déjà enregistré des hausses). En effet, alors que la mise en place d'un swap de devises avait déjà été évoquée, l'annonce d'interventions directes du Trésor américain sur le marché des changes (ventes d'USD et achats de Peso) lors de la journée du 9 octobre était inattendue et constitue une mesure inédite. Toutefois, l'ampleur de ces interventions ainsi que la possibilité de nouvelles interventions dans les semaines à venir demeurent, à ce stade, inconnues. Les détails techniques pour la mise en place du swap de devises restent aussi en attente. En outre, Scott Bessent a indiqué que les bandes de fluctuation du taux de change (1000 à 1400 ARS /USD +/- 1% par mois) « restaient pertinentes ».

En amont de ces annonces, les mesures de l'exécutif visant à atténuer les pressions sur le change s'étaient poursuivies. Après avoir levé temporairement des taxes à l'exportation (*retenciones*) sur les produits agricoles, l'exécutif les a par la suite levées sur les exportations d'acier / aluminium et produits dérivés. De plus, les autorités avaient réinstauré ces dernières semaines des mesures de restrictions sur les transactions en devise, conduisant à un retour de la brèche cambiaire (8% début octobre). Enfin, les interventions sur les marchés futurs et officiels des changes se sont poursuivies, avec notamment des

interventions cumulées estimées à environ 700 M USD entre le 6 et le 7 octobre, mettant sous pression le niveau de réserves de change.

Le taux de pauvreté recule de nouveau au S1 2025

Le taux de pauvreté (mesuré selon les standards argentins) a atteint 31,6% au premier semestre 2025, après 38,1% au deuxième semestre 2024. Pour rappel, le taux de pauvreté s'était envolé au premier semestre 2024 pour atteindre 52,9% (+11,2 pts par rapport au trimestre précédent), conséquence de la dévaluation massive du Peso de 54% face à l'USD lancée par J.Milei à sa prise de poste, mais également par la diminution des subventions aux prix de l'énergie et aux transports, ainsi que la baisse des pensions en termes réels. Le fort recul de la pauvreté au S2 2024 puis S1 2025 s'explique quant à lui par le net recul de l'inflation (de 25,5% g.m en décembre 2023 à 1,9% en août 2025) qui permet un rattrapage des salaires réels (*cf infra*). Des modifications dans la structure de l'inflation peuvent aussi expliquer ce recul de la pauvreté : entre juin 2024 et juin 2025, le taux d'inflation alimentaire moyen (en g.m) a atteint 2,4%, soit un niveau inférieur au taux d'inflation moyen de 2,9% sur la période (4,3% dans les services), alors que les dépenses d'alimentation occupent un poids relativement plus important dans les dépenses des ménages les plus précaires.

Le seuil de pauvreté, défini à partir du prix d'un panier de consommation de base (mesuré par l'INDEC) se situait en août 2025 à 375 657 ARS (238 EUR). Sur le même mois, le salaire minimum mensuel (*SMVM*) s'établissait en-deçà de ce seuil en valeur nominale, à 322 000 ARS (204 EUR), et la retraite minimum légèrement au-dessus, atteignant 384 305 ARS (243 EUR). Selon l'INDEC, le taux d'indigence (proportion de la population en situation de pauvreté extrême, incapable de couvrir ses besoins alimentaires de base) s'est quant à lui établi à 6,9% au S1 2025, après 8,2% au S2 2024.

Bien que le salaire réel moyen soit supérieur (en juillet 2025) de 3,2% par rapport à son niveau de novembre 2023, la situation demeure très hétérogène selon les catégories de travailleurs : alors que les travailleurs du secteur informel connaissent un fort rattrapage du salaire réel (+57% en moyenne par rapport au niveau de novembre 2023), le salaire réel des travailleurs du secteur public reste en berne (inférieur de près de 14% par rapport à son niveau de novembre 2023), et ce en dépit du recul de l'inflation. Selon des données de distribution des revenus récemment publiées par

l'INDEC, en termes nominaux le salaire mensuel moyen se situait au T2 2025 à 919 560 ARS (582 EUR), contre 700 000 ARS (443 EUR) pour le salaire médian.

Le projet minier de cuivre Los Azules accélère son développement

Le projet de cuivre « Los Azules », développé par McEwen Copper dans la province de San Juan, a obtenu son approbation pour bénéficier du Régime d'Incitation aux Grands Investissements (RIGI), le principal dispositif du gouvernement argentin pour attirer les capitaux étrangers dans les secteurs stratégiques. Cette intégration garantit une stabilité fiscale de 30 ans, une réduction du taux d'imposition sur les sociétés de 35 % à 25 %, ainsi que des exonérations de droits d'exportation et le rapatriement de devises. Le projet, qui a déjà mobilisé 400 MUSD, prévoit un investissement total estimé à 2,7 Mds USD pour sa phase de développement.

« Los Azules » bénéficie d'un actionnariat international solide, incluant le groupe Stellantis (19,4 %) et Rio Tinto, via sa filiale Nuton (11,6 %), qui apporte une technologie innovante de lixiviation à faible empreinte environnementale.

Le nouveau partenariat avec la SFI renforce la solidité du projet. En septembre 2025, McEwen Copper et la SFI (groupe Banque mondiale) ont signé un accord de collaboration visant à aligner le développement de « Los Azules » sur les standards environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) de la SFI. Cet accord, première étape vers un financement futur en dette et en capital, marque un jalon important de la stratégie de financement internationale du projet.

CHILI

Le Président Boric présente le dernier budget de son mandat

Le 30 septembre 2025, le Président Boric a annoncé les grandes lignes du dernier budget de son gouvernement et dresse son bilan budgétaire. Marqué par la persistance d'un déficit public – qui reste toutefois maîtrisé – et par l'absence de marges de manœuvre laissées à la prochaine administration, le budget 2026 met l'accent sur trois priorités: la sécurité sociale, la sécurité publique et la sécurité économique. Le projet de budget prévoit une augmentation des dépenses de l'État de 1,7 % pour s'établir à 73 500 Mds CLP (environ 66 Mds EUR), soit 23,3 % du PIB. Cette augmentation reste en-deçà des rythmes connus

avant la pandémie (4,8 % par an sur la décennie 2010-2020) et permettrait de tenir un déficit public de 1,1 % du PIB en 2026. Toutefois, le déficit de cette année – projeté à 1,0 % dans le budget 2025 – devrait finalement atteindre 2 % selon les estimations, fragilisant la confiance dans le gouvernement actuel pour maintenir le cap budgétaire particulièrement strict du Chili (limite légale d'endettement à 45 % du PIB). Dans son rapport de Finances publiques du troisième trimestre, le ministère des Finances prévoit une augmentation de la dette à 43,2 % du PIB en 2026.

Concernant la sécurité sociale, le projet prévoit une hausse de 900 Mds CLP (environ 810 M EUR) des dépenses allouées aux politiques de santé, et notamment une amplification du Système des Garanties Explicites de Santé (GES), permettant l'accès à un ensemble de prestations de santé jugées prioritaires. Le budget de la santé aura ainsi augmenté de 30 % sous le gouvernement Boric. Dans le secteur du logement, le budget du ministère du Logement et de l'Urbanisme augmentera de 7,6 % pour espérer terminer la construction de 260 000 nouveaux logements sur l'ensemble du mandat. Enfin, le Président annonce que le budget permettra le financement des retraites – et notamment l'augmentation de la Pension garantie universelle (PGU) pour les plus de 75 ans en 2026 – alors que la réforme avait fait l'objet d'un accord transpartisan en janvier 2025, après près de 20 ans de discussions.

Enjeu central de la campagne électorale, le budget 2026 met l'accent sur la sécurité publique, notamment au travers de recrutements, de programmes de formation, d'achat d'équipements ou encore de construction d'infrastructures pénitentiaires. Le projet de budget prévoit notamment la création d'une nouvelle entité – la *Fiscalía Supraterritorial* – auprès du parquet national, chargé de la criminalité organisée, des réseaux transnationaux et des délits économiques de grande envergure. Le Président a également annoncé la mise à disposition de moyens supplémentaires pour la sécurisation des frontières, tant en termes d'infrastructures que de moyens financiers. Enfin, le budget de la Conaf (autorité de gestion des parcs naturels et des forêts) sera abondé pour la prévention des feux de forêts, qui touchent régulièrement pendant l'été.

Enfin, le Président Boric a annoncé la mise en œuvre de la loi de conformité fiscale, votée à la fin de l'année 2024, et qui devrait permettre d'améliorer le cadre des affaires chiliens. En allouant 70 Mds CLP (environ 63 M EUR) pour l'application de cette loi, le budget permettra notamment d'augmenter les ressources des

autorités de contrôle (*Contraloría, Compin, Suseso...*). Il prévoit également la création du Bureau des Autorisations sectorielles et de l'Investissement auprès du ministère de l'Économie dans le cadre de la mise en œuvre de la loi-cadre sur les permis sectoriels, publiée en juillet 2025. Enfin, le budget intègre plusieurs enveloppes destinées à stimuler l'économie: subventions visant à développer l'investissement dans les projets d'hydrogène vert, dispositifs d'appui au secteur minier, projets d'infrastructures de transports et de bâtiments, programmes de soutien aux nouvelles mobilités...

L'annonce du budget 2026 a été largement commentée pour l'absence de «*glosa republicana*», une disposition coutumière de la politique chilienne permettant à l'administration entrante de disposer d'une part du budget votée l'année précédente afin de mettre en œuvre ses politiques publiques prioritaires. Cette absence, perçue comme un coup porté aux traditions de stabilité et de continuité au travers des alternances politiques au Chili, a été justifiée par le ministre des Finances Nicolás Grau par la nécessité de maintenir une trajectoire fiscale responsable et par l'intégration d'un mécanisme permettant de réassigner plus de 700 Mds CLP (soit 1% du budget) par le futur président.

Un pas vers la décarbonisation des activités minières au Chili

Le 6 octobre 2025, les ministères de l'Économie, de l'Énergie, des mines et de l'Environnement, et le Consejo Minero ont signé un accord en faveur de la décarbonisation du secteur minier au Chili. Lancement d'une collaboration public-privée destinée à atteindre la neutralité carbone du secteur en 2050, l'évènement a regroupé les principales entreprises du secteur: Codelco, Anglo American, BHP, AMSA, Teck et des institutions comme Aprimin et Minnovex. Ce cadre de collaboration public-privé devrait permettre d'aborder de manière plus efficace les défis importants et persistants dans cette industrie, tels que l'électrification des processus ou la gestion des émissions tout au long de la chaîne de valeur.

Le Chili entend s'appuyer ses avantages comparatifs pour développer la R&D et l'innovation dans ce secteur et se positionner en pionnier de l'économie verte et de la mine durable. Le Chili souhaite d'ailleurs devenir le premier fournisseur de câble de cuivre «à basses émissions» et a récemment adhéré à l'EITI (*Extractive Industries Transparency Initiative*), norme mondiale qui promeut la transparence et la

redevabilité dans les industries extractives afin d'assurer une gestion ouverte et responsable des ressources.

La ministre de l'Environnement, Maisa Rojas, a réitéré **l'importance pour le secteur minier de réduire son empreinte carbone, tout en soulignant la chance de ce dernier de bénéficier des immenses ressources du pays en énergies renouvelables.** Selon les données de Cochilco, l'industrie minière chilienne progresse déjà de manière significative dans l'utilisation des énergies renouvelables. Un nombre important d'entreprises minières ont renégocié leurs contrats d'électricité. En 2024, 73,5 % de la consommation électrique minière provenait de sources propres et devrait atteindre 78,2% en 2026. À titre d'exemple, Codelco s'est fixé comme objectif pour 2030 de réduire de 10 % les émissions des camions d'extraction qui travaillent sur ses sites.

Parmi les principales mesures de l'accord figurent l'élaboration d'une feuille de route axée sur les améliorations réglementaires et l'intégration des technologies qui permettront de réduire les émissions.

PARAGUAY

Croissance vigoureuse au T2 2025

La croissance du PIB a atteint +5,9% en g.a au T2 25 (-5,1% en g.t), après une croissance robuste sur l'ensemble de l'année 2024: +4,2%. Au T2 25, côté demande, l'activité a été tirée par l'investissement (+22,4% en g.a) et la consommation privée (+4,6%). A l'opposé, la consommation publique (-5,9%) et le commerce extérieur net ont affiché des contributions négatives, la légère hausse des exportations (+0,1%) n'ayant pas compensé la progression des importations (+15,1%). Côté offre, l'activité a été soutenue par le secteur des services (+6,8% g.a), l'industrie manufacturière (+4,3%) et la génération d'hydroélectricité (+14,3%), tandis que le secteur agricole s'est replié pour un troisième mois consécutif (-3,1%), impacté notamment par des cours du soja moins favorables au S1 25 qu'au S1 24.

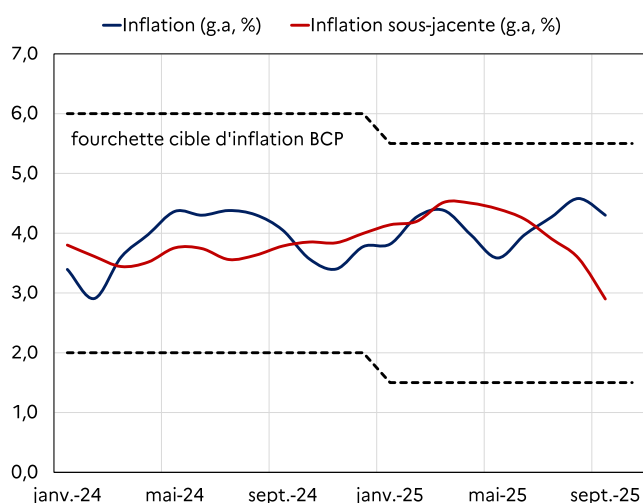
Les perspectives de croissance sont orientées positivement. Pour 2025, le consensus de marché de la Banque centrale table sur une croissance à 4,2%, contre 3,8% selon les prévisions du FMI. Plus globalement, le FMI estime qu'à moyen terme (2030), la croissance paraguayenne tendrait vers un potentiel à 3,5%.

Baisse de l'inflation à 4,3% en glissement annuel en septembre

Le taux d'inflation a atteint 4,3% en septembre en g.a, après 4,6% en août. En glissement mensuel, les prix ont diminué de 0,1% (après +0,1% en août). Dans le détail, les données de la Banque centrale du Paraguay (BCP) indiquent que l'inflation des biens a atteint 5,0% en g.a, avec une inflation alimentaire de nouveau en hausse pour atteindre 9,8% (+1 pt par rapport à août). A l'opposé, l'inflation dans les services a reculé pour atteindre 3,4% (-0,4 pt). Sur le mois, l'inflation a donc de nouveau été tirée par les composantes les plus volatiles de l'évolution des prix : l'inflation sous-jacente (hors énergie et alimentation) a reculé de 0,7 pts à 2,9%.

Graphique :

Baisse de l'inflation en septembre, qui demeure tirée par les composantes les plus volatiles de l'évolution des prix



Source : BCP, SER de Buenos Aires

L'inflation demeure ainsi contenue dans la fourchette cible de la Banque Centrale (3,5% +/- 2pp). Les pressions inflationnistes étant maîtrisées et les anticipations d'inflation bien ancrées, la BCP a laissé son taux directeur inchangé depuis mars 2024, à 6%. L'appréciation du guaraní à l'œuvre depuis juillet (+13% face à l'USD entre début juillet et début octobre) devrait également permettre d'atténuer ces pressions inflationnistes. Pour l'ensemble de l'année 2025, le FMI prévoit une inflation de 3,7%, contre 4,0% pour le consensus de marché de la BCP.

URUGUAY

NGE renforce son positionnement en Amérique latine avec l'acquisition de Saceem, leader uruguayen de la construction

Le 7 octobre 2025, l'acquisition de l'entreprise de construction uruguayenne Saceem par le groupe français NGE a été officiellement annoncée à Montevideo lors d'un événement réunissant de hautes autorités uruguayennes et françaises. Étaient notamment présent le Président Yamandú Orsi, les ministres de l'environnement, Edgardo Ortuño, de l'Industrie, de l'Énergie et des Mines (MIEM), Fernanda Cardona, de l'Économie et des Finances, Gabriel Oddone et des Transports et des Travaux publics (MTO), Lucía Etcheverry. Étaient également présente l'ambassadrice de France en Uruguay, Virgine Boiteau. Cet événement marque une nouvelle étape pour Saceem, qui intègre l'entreprise française et consolide ainsi sa présence en Amérique latine.

Avec cette opération, NGE devient un acteur de premier plan en Amérique latine. L'acquisition de Saceem porterait ainsi le chiffre d'affaires international du Groupe NGE à un peu plus de 700 M€ en 2025. Par ailleurs, avec les 1 800 collaborateurs de Saceem, le Groupe NGE compterait ainsi 5 800 personnes à l'international, soit 22,5% de ses effectifs totaux.

Nouvelle baisse de taux directeur de la Banque centrale

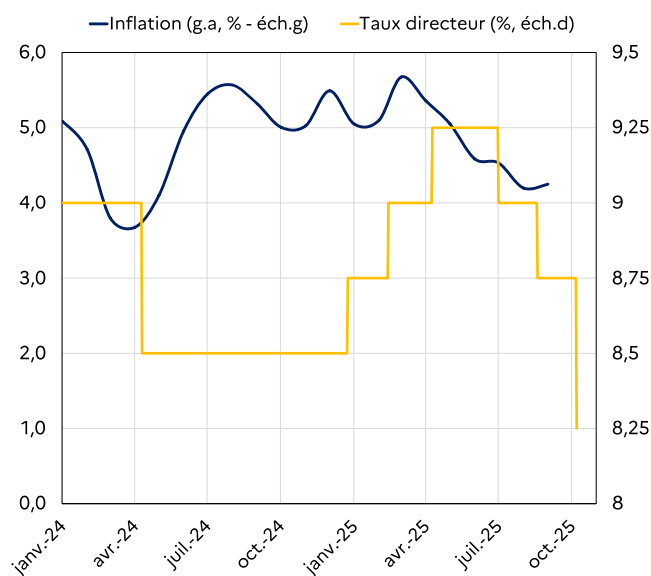
La Banque centrale d'Uruguay (BCU) a abaissé son taux directeur de 50pb, le portant à 8,25%. Ceci constitue une 3^{ème} baisse de taux directeur depuis mi 2025, et la plus importante de par son ampleur, puisque les précédentes baisses de taux étaient de chacune 25pb. La politique monétaire uruguayenne reste donc dans un cycle d'assouplissement, à l'opposé du début d'année 2025 qui avait été marqué par un cycle de resserrement (+75pb entre fin décembre 2024 et avril 2025).

Cette baisse de taux directeur est à associer à une baisse de l'inflation. En septembre, le taux d'inflation n'a que très légèrement augmenté pour atteindre 4,3% en g.a (après 4,2% en août), restant en-deçà du cœur de la fourchette cible d'inflation de la BCU (4,5% +/- 1,5 pp), et confirmant ainsi la tendance globale de désinflation à l'œuvre depuis avril 2025. En variation mensuelle, les prix ont

augmenté de 0,4%. Les principaux contributeurs à la hausse mensuelle des prix ont été l'alimentation (contribution de 0,16 pp) et le logement (0,11 pp). Le processus désinflationniste est largement attribuable à l'appréciation du Peso face au dollar observée depuis le début de l'année 2025 : environ +9% entre janvier et octobre, tirée notamment par un affaiblissement global du dollar. Les anticipations d'inflation sont bien ancrées: la dernière enquête du consensus de marché de la BCU (septembre) anticipe que l'inflation atteindra 3,9% sur l'ensemble de l'année 2025, soit une nette révision à la baisse (-0,6 pts) par rapport à l'enquête d'août.

Graphique :

La BCU a de nouveau abaissé son taux directeur, dans un contexte de recul de l'inflation



Source : INE, BCU, SER de Buenos Aires

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Vincent GUIET et Stéphane TABARIE
Service Economique Régional de Buenos Aires

Rédaction : SER de Buenos Aires, SE de Santiago

Abonnez-vous : leo.lesage@dgtresor.gouv.fr